

dfi analyse
France : le chemin difficile pour sortir de la crise – page 1

dfi information
Une Europe fédérale ? Solidarité – Subsidiarité – Démocratie
15^e Dialogue Franco-Allemand à l'Académie européenne d'Otzenhausen – page 3

Jochen Bertheau au dfi – page 4

XXIX^e conférence annuelle du dfi à Ludwigsburg, 27 au 29 juin 2013 – page 5

Le cinquantenaire du Traité de l'Élysée dans les médias – page 5

Une « salle de lecture en ligne » dédiée au jumelage entre les villes de Ludwigsburg et Montbéliard – page 6

Aktuelle Frankreich Analysen N° 27 – page 6

Disparition : Gilbert Ziebur (1924 – 2013) – page 7

Disparition : Stéphane Hessel (1917 – 2013) – page 8

dfi service
Les journaux de rue *Trott-war* et *Macadam* : Une coopération originale – page 9

L'identité européenne – une illusion ? Une coopération entre le Ludwigsburger Schlossfestspiele et l'hebdomadaire DIE ZEIT – page 9

Ateliers de recherche sur le thème « Maghreb » – page 10

« Der Europäische Landbote » de Robert Menasse. Réflexions sur une Europe qui prend ses distances avec les États nationaux – page 10

France : le chemin difficile pour sortir de la crise



Des salariés de Peugeot à Aulnay-sous-Bois en grève. Source : Wikimedia

dfi analyse

Une crise profonde mêlée d'un sentiment d'incertitude a frappé notre voisin français. La situation économique – une croissance nulle, un taux de chômage qui dépasse les 11 % – est sombre, et il n'y a pas d'amélioration en vue pour cette année. La cote de popularité de François Hollande n'a jamais été aussi faible ; seule une très petite minorité d'électeurs le croit encore capable de résoudre les problèmes du pays. L'inquiétude et les critiques gagnent aussi le camp des socialistes ; les doutes exprimés publiquement par les ministres socialistes, comme par exemple Arnaud Montebourg, à l'encontre de la politique d'assainissement financier menée par le président minent son autorité. La profonde crise de confiance déclenchée par le scandale qui a touché l'ancien ministre Jérôme Cahuzac n'a fait qu'aggraver la situation. La classe politique toute entière se voit clouée au pilori. Les extrémistes de droite comme de gauche ont l'air de triompher, et les médias français osent déjà des comparaisons avec le climat des années 30. Il n'y a pas de quoi s'étonner si l'on voit fleurir – encore une fois – les scénarios catastrophe dans les médias en France comme chez ses voisins. Et qu'en est-il des relations franco-allemandes ? À peine les festivités déployées à l'occasion du cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée étaient-elles achevées que la morne routine a repris ses droits dans la coopération bilatérale. D'un côté, des doutes quant à la volonté de réforme qui anime le partenaire français, de l'autre, de vieux reproches à nouveau servis sur le diktat allemand prônant la rigueur : le

climat s'est fait plus âpre et le débat public est de plus en plus marqué par les discordances et par un climat de nervosité.

Un agenda considérable

Or, plutôt que de céder à ce climat d'agitation, il serait opportun de se tourner vers les faits. Or les faits sont clairs et nets : la France est plongée dans une crise économique sévère, dont les causes ne sont pas à rechercher en Europe, et encore moins dans la « politique d'austérité » d'Angela Merkel, mais avant tout en France même. Ce sont ses faiblesses structurelles et les défaillances qu'a subies son évolution durant les dernières décennies qui ont engendré les difficultés actuelles. Ces problèmes sont connus depuis longtemps : d'une part, une hausse dramatique de la dette publique et d'une protection sociale généreuse mais mal financée. D'autre part, le relatif déclin de l'industrie et la baisse de la compétitivité. Or, le courage qu'il aurait fallu pour tirer les conséquences politiques nécessaires a souvent fait défaut, malgré plusieurs réformes importantes ces dernières années.

La dégradation dramatique de la situation l'année passée a contraint le président à un tournant dans sa politique économique. Après une période initiale d'hésitation, le président François Hollande a entamé ce tournant cet automne et mis en route une série de réformes – un fait largement ignoré

Lire la suite à la page 2

Suite de la page 1

jusqu'ici en Allemagne. Pourtant, la liste des chantiers est impressionnante :

- Une nouvelle politique de l'offre visant à améliorer la compétitivité de l'industrie : pour la première fois, l'on reconnaît que les coûts du travail élevés pour les entreprises – outre les problèmes liés à l'innovation – expliquent en partie leur faible compétitivité. En conséquence, les entreprises bénéficieront d'environ 20 milliards d'euros de crédit d'impôt.
- La réforme du marché du travail, trop rigide à bien des égards : à l'initiative du gouvernement, les partenaires sociaux ont négocié durant six mois une réforme offrant davantage de flexibilité aux entreprises et en même temps plus de droits et de sécurité aux salariés. En outre, cette réforme favorise la recherche de solutions négociées au sein des entreprises. Après que trois des cinq grandes fédérations syndicales ont signé un accord en janvier avec les organisations patronales, son contenu a été repris dans une loi, votée par l'Assemblée nationale le 9 avril. C'est un succès d'étape important pour le président.
- La réduction de la dette publique : comme la nécessaire consolidation des finances ne peut se faire sans des réductions budgétaires fortes et durables, le gouvernement a annoncé une réforme de l'État et de l'administration ainsi qu'une évaluation des politiques publiques (modernisation de l'action publique).
- D'autres réformes touchant la protection sociale : pour résorber le déficit chronique des assurances chômage, maladie et vieillesse ainsi que des allocations familiales, c'est la structure générale des prestations qui est elle aussi revue, sans se limiter à des économies ponctuelles. Des restrictions sensibles touchant le système de protection sociale, jusqu'à présent généreux, devraient être inévitables.

Tenir le cap

Dans la politique de consolidation budgétaire et de réformes qu'il mène, François Hollande tente d'éviter les ruptures radicales. Ainsi, en prenant des mesures politiques en faveur de l'emploi et de la redistribution, il a donné un signal marquant son attachement à la justice sociale. Étant donné la mauvaise situation économique, il tente de ne pas pousser trop loin la consolidation du budget. Comme lors de la réforme du marché du travail, le président suit un cap qui privilégie le dialogue et la négociation et s'efforce d'impliquer activement les partenaires sociaux dans le changement. Enfin, il défend une politique européenne équilibrée, qui, outre la stabilité budgétaire, vise aussi la croissance et l'emploi. En Allemagne il est de bon ton

de critiquer la timidité des mesures engagées et de demander d'aller plus loin. Toujours est-il que la direction de sa politique est la bonne. Hollande devrait persévérer dans cette voie.

Certes, il est impopulaire. Mais en va-t-il autrement dès lors que l'on mène des réformes difficiles et une politique de rigueur ? En dépit de l'impatience des électeurs, des médias et de certains experts, une chose est sûre : les problèmes économiques de la France sont d'ordre structurel et existent depuis de longues années. C'est pourquoi on ne doit pas attendre de résultats rapides, mais plutôt faire preuve de patience et de ténacité. Mettre fin aux réformes engagées et à la consolidation budgétaire, comme le lui réclame une partie de la gauche (y compris certains ministres), ne résoudrait pas le moindre problème. De surcroît, cet arrêt remettrait en jeu la crédibilité de son gouvernement en Europe. C'est en maintenant son cap que Hollande peut espérer atteindre son objectif de réorienter en partie la politique européenne. Au contraire, un changement de cap, doublé d'une confrontation plus rude avec la chancelière Merkel – réclamée par de nombreuses voix – pourrait causer des dégâts considérables, et pas seulement en Europe.

Et l'Allemagne ? Ces dernières semaines et ces derniers mois, l'on a pu entendre, dans les médias mais aussi sur la scène politique, bon nombre de donneurs de leçons épiloguer sur l'effondrement de la France ou bien lui dicter sa conduite sur un ton supérieur – expliquant que la France aurait besoin d'un « agenda 2010 », sur le modèle de celui suivi par Schröder en 2003. Or souvent, du côté allemand, c'est à peine si l'on a pris connaissance du cours des réformes menées par le président français. Un peu plus d'humilité ne nuirait pas au débat. Il y a plus de dix ans de cela, l'Allemagne



François Hollande sous le feu des critiques. Source : Guillaume Paumier, Wikimedia



Le ministre du redressement productif Ardur Montebourg critique la politique de rigueur du président François Hollande. Source : M. Delmestre, flickr

ne faisait-elle pas figure d' « homme malade de l'Europe » ? Les réformes jugées depuis longtemps nécessaires n'ont-elles pas été repoussées ou bloquées durant des années ? Réaliser des économies ou des réformes structurelles, qui remettent en question des avantages acquis, constitue en Allemagne aussi une entreprise difficile et parfois dangereuse sur le plan politique. C'est pourquoi il y va de l'intérêt allemand que le président français réussisse à moyen terme à remplir son objectif de réformes et de consolidation, même si les progrès ne sont pas visibles à court terme. Certes, la France ne parviendra pas cette année à faire passer l'endettement sous la barre visée des 3 %. Mais l'essentiel est que les mesures budgétaires et les réformes engagées soient capables de consolider à moyen terme et de manière durable les finances publiques de la France et de redresser sa compétitivité économique.

Du point de vue allemand, il est absolument essentiel que l'économie française reprenne pied. C'est pourquoi la tentative de François Hollande d'amorcer les transformations indispensables mérite respect et encouragements.

Henrik Uterwedde • uterwedde@dfi.de

Pour une analyse plus profonde des chantiers de réforme en France, cf. Henrik Uterwedde : *Frankreichs Weg aus der Krise. Strukturprobleme und Reformbaustellen. Aktuelle Frankreich Analysen N° 27, mars 2013, Ludwigsburg, Institut Franco-Allemand (voir l'article à la page 6)*



« Tension amicale » : François Hollande et Angela Merkel. Source : Gilles Johnson, flickr

Une Europe fédérale ? Solidarité – Subsidiarité – Démocratie

15^e Dialogue Franco-Allemand les 16 et 17 mai 2013 à l'Académie européenne d'Otzenhausen

L'Union européenne (UE) n'en finit pas de traverser une passe difficile. Trois ans après le début de la crise de la zone euro, les accrocs émaillant les relations franco-allemandes se font de plus en plus visibles. D'une part, le fait que chacun des deux pays défende toujours davantage ses propres intérêts semble éloigner les deux voisins l'un de l'autre. D'autre part, au regard du projet d'intégration européenne, il apparaît de plus en plus clairement que les conceptions fondamentales ainsi que les objectifs qui prévalent en Allemagne et en France parmi les responsables politiques et les citoyens divergent parfois de façon très importante. C'est pourquoi il nous semble d'autant plus important de soigner le dialogue et l'échange entre ces deux pays – d'autant plus que s'ébauche actuellement un timide rapprochement, du moins sur un point précis.

Au centre de la discussion se trouve en effet un sujet essentiel qui apparaît de façon récurrente depuis des décennies dans tous les débats sur la finalité de l'intégration européenne, à savoir la question d'une Europe fédérale. Tandis que la notion et le concept de fédéralisme constituent en Allemagne une part essentielle de son image, du point de vue de sa constitution politique, les élites françaises ont longtemps réagi à cette idée avec scepticisme et incompréhension, voire



Europäische Akademie
Otzenhausen

même en la rejetant ouvertement. Les différences fondamentales au regard du processus historique de création des États allemand et français sont à cet égard très nettes. Ce n'est que depuis peu que la notion de fédéralisme joue également un rôle dans les débats français sur les futures bases constitutionnelles de l'Union européenne.

Cette évolution suscite pour le moment des motifs d'espoir. Il se peut que s'amorcent ici des débats franco-allemands d'une nouvelle teneur sur l'avenir de l'Europe.

C'est la raison pour laquelle les organisateurs du 15^e Dialogue Franco-Allemand ont choisi comme fil directeur du congrès la question de la nécessité d'une Europe davantage fédéralisée. Les thèmes suivants seront traités dans le cadre de deux tables-rondes et de quatre groupes de travail siégeant en parallèle :

- Avons-nous besoin d'une Europe fédérale ? La question du développement de l'UE vers un système politique davantage composé d'États fédéraux se pose précisément sur fond de crises récentes et d'une accentuation croissante de la défense des intérêts nationaux particuliers par les États membres de l'UE – c'est précisément parce que cette perspective semble à l'heure actuelle quasiment utopique que cela vaut la peine d'y réfléchir et d'en discuter la possibilité.
- Quelle devrait être la structure institutionnelle d'une UE toujours plus grande et plus complexe ? Que conviendrait-il de faire pour rapprocher un peu plus l'Union européenne du modèle d'un État fédéral ? Le groupe de travail 1 se penchera sur les réformes insti-

Lire la suite à la page 4



Photo panoramique du Dialogue Franco-Allemand 2012. Source : Valérie Braun

Suite de la page 3

tutionnelles possibles du système politique de l'UE et débattrait des opportunités et des difficultés soulevées par leur réalisation.

- A quoi pourrait ressembler un espace européen de solidarité ? Les conséquences de la crise financière mondiale et des crises de la zone euro ont presque déjà fait de la question d'un modèle social et économique européen une question sur l'essence même de l'UE. Le groupe de travail 2 animé par le dfi se consacra ainsi aux possibilités de mettre en place un tel modèle et mettra en lumière de façon générale les possibilités qui s'offrent à un espace européen de solidarité.
- Comment réussir à créer une sphère publique européenne ? Le groupe de travail 3 animé par le dfi aura pour tâche d'étudier le rôle des médias dans l'émergence éventuelle d'un public européen critique ainsi que la question des possibilités offertes par une fédéralisation accrue du système de formation en Europe.
- Quel rôle concret doivent et peuvent jouer les citoyens au niveau européen ? Le groupe de travail 4 traitera des opportunités liées à la « Convention européenne 2014 – 2020 » et élaborera des propositions concrètes en vue de la tenue de cette convention.

Comme lors des éditions précédentes, les discussions réuniront cette année de nombreux experts des deux pays mais aussi d'autres pays européens, qui débattront sur l'agencement futur du projet d'intégration européenne. Les intervenants viendront non seulement du monde de la recherche scientifique, mais seront également issus de diverses initiatives émanant de la société civile (par exemple l'ONG Europa-Union et l'Union des fédéralistes européens). Par ailleurs, quelques intervenants issus du domaine politico-administratif prendront également la parole pour rendre compte de leurs expériences concrètes et quotidiennes en matière de politique européenne. Le Dialogue Franco-Allemand, organisé par l'Académie européenne d'Otzenhausen (EAO) et l'ASKO EUROPA-STIFTUNG, à Sarrebruck, existe déjà depuis 1999. L'Institut Franco-Allemand fait partie depuis le début des coorganisateur de ce congrès. Les autres partenaires qui copèrent à cette manifestation sont le Centre International de Formation Européenne (Nice/Berlin), l'Institut für Europäische Politik (Berlin), la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (Paris), Citizens for Europe e.V. (Berlin) et le Frankreich-Zentrum de l'Université de la Sarre.

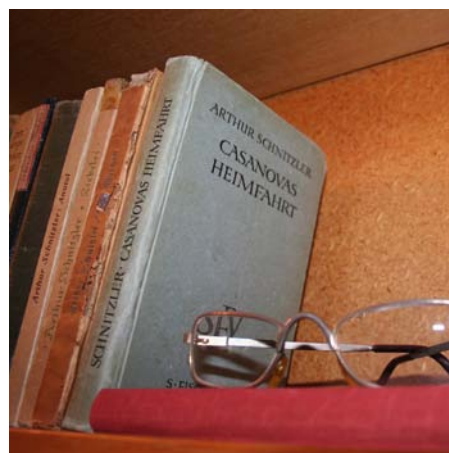
Georg Walter, Europäische Akademie e.V.

• walter@eao-otzenhausen.de

Jochen Bertheau au dfi

Jochen Bertheau présente sa bibliothèque franco-allemande et discute du « commerce des idées » entre les auteurs littéraires allemands et français

Les relations culturelles franco-allemandes ont été marquées par une intensité qui a perduré pendant des siècles. Les auteurs allemands ont imité, repris ou au contraire combattu les idées dominantes des auteurs français de la période classique et des Lumières, tandis que les écrivains français se sont efforcés de comprendre la philosophie et l'esthétique allemandes de la fin du XVIII^e et du XIX^e siècle, dont les idées leur parvenaient alors, nouvelles pour eux et qui plus est en langue allemande. Jochen Bertheau a consacré sa vie à rassembler des documents témoignant de cet échange intellectuel et littéraire, à l'analyser et à publier sur ce sujet. Durant plusieurs dizaines d'années, il a collectionné avec sa femme, qui partageait son amour pour la littérature, les ouvrages des plus grands auteurs de France et d'Allemagne, mais également d'autres pays d'Europe et d'autres espaces linguistiques. Ce faisant, il était animé par la conviction qu'il est grandement utile, pour saisir et comprendre les interactions culturelles en Europe, d'utiliser aujourd'hui les éditions mêmes dont les auteurs se sont servis à leur époque. C'est ainsi qu'il a réuni au fil du temps des milliers de volumes. Récemment, Monsieur Bertheau a cédé au dfi en prêt permanent une grande partie de cette bibliothèque très précieuse, en particulier sur le plan intellectuel.



Pendant la soirée de discussion qui s'est déroulée au dfi, il a été avant tout question de la grande époque des Lumières et de la Révolution française, ainsi que de l'influence que la pensée

française a exercé sur les auteurs allemands, alors jeunes pour la plupart. Dans de nombreuses publications, Bertheau a fait état des traces littéraires qu'il a recherchées et mises au jour, et rédigé des ouvrages et des articles marquants sur les sources françaises de Goethe, de Hölderlin, de Büchner, de Kleist et de bien d'autres. Les auditeurs ont été surpris par l'incroyable érudition de ce « chercheur indépendant », qui n'a laissé aucune des questions, parfois très pertinentes, que lui a adressées le public, sans réponse. Si l'on considère les nombreuses publications de Jochen Bertheau portant

sur l'échange franco-allemand, l'on peut assurément affirmer, au vu de des conflits politiques potentiels existant actuellement entre l'Allemagne et la France, qu'en dépit de toutes les différences idéologiques, la fascination réciproque sur le plan culturel a été et demeure intacte. Comprendre la culture de l'autre ne relève pas de l'évidence, et cela aussi est un enseignement à tirer de cette discussion sur les échanges littéraires. Pourtant, l'entente demeure toujours possible. Par ses publications, ses conférences et par son engagement personnel, Jochen Bertheau apporte à cette idée une contribution de poids.

Frank Baasner • baasner@dfi.de



Source : dfi

XXIX^e conférence annuelle du dfi à Ludwigsburg, 27 au 29 juin 2013

Entre la crise économique, les peurs d'une société déstabilisée et les tentatives de réformes : Où va la France ?

Un an à peine après l'élection de François Hollande, l'élan du « changement » semble disparu. L'espoir a cédé la place à la résignation et à une crise profonde. En voici les symptômes : une croissance en berne et un chômage en hausse, des déficits publics qui se creusent tandis que la crise sociale s'approfondit. Le nouveau président se trouve face à une tâche ardue : il doit à la fois se démarquer de son prédécesseur par un changement vers plus de justice sociale, tout en entreprenant des réformes difficiles pour rendre l'économie plus compétitive et en renforçant le système de protection sociale en vue des défis futurs. Où va la France ?



Conférence annuelle 2012. Source : dfi

La XXIX^e conférence annuelle s'intéressera à l'état de la société française, aux forces et faiblesses de l'économie, mais aussi aux tentatives de réformes politiques ainsi qu'aux facteurs idéels – le débat sur l'identité française, entre peur du « déclin » et prétention d'incarner

un modèle politique, qui serait l'expression de la souveraineté démocratique.

Contact et inscription : ► lejeune@dfi.de

Henrik Uterwedde ► uterwedde@dfi.de

Le cinquantenaire du Traité de l'Élysée dans les médias

Le 22 janvier 2013, l'on célèbre le 50^e anniversaire de la signature du Traité d'amitié franco-allemand, resté dans les annales sous le nom de Traité de l'Élysée. A cette occasion, le Bundestag a invité l'Assemblée nationale à faire le voyage à Berlin, tandis que le Bundesrat a accueilli une délégation du Sénat. Lors de la cérémonie au Reichstag, les gouvernements allemand et français étaient présents, quasiment au complet.

Si l'on passe en revue les discours, les analyses et les commentaires parus dans les médias, il s'en dégage quelques lignes directrices fortes et incontournables. Une phrase revient souvent, qui appartient depuis longtemps déjà au répertoire sémantique de la politique européenne : « Une position commune franco-allemande ne suffit pas à garantir une solution au niveau européen, mais sans un compromis franco-allemand, aucune réponse européenne ne pourra être apportée aux questions décisives. » Par ailleurs, il semble aujourd'hui incontestable que l'histoire couronnée de succès de la pacification entre la France et l'Allemagne n'a été rendue possible que grâce au travail conjoint entre la société civile et le monde politique. Enfin, nul n'a jamais contesté le fait que la relation particulière qui unit la France et l'Allemagne et qui a trouvé son expression formelle dans le Traité de l'Élysée, tire sa légitimation du fait qu'elle est au service de l'entente au sein de l'Europe. Ces trois principes valent aujourd'hui tout comme il y a cinquante ans.

Notre collection d'articles de presse « Le cinquantenaire du Traité de l'Élysée dans les mé-



Source : Ambassade de France

dias » rassemble les réactions à l'occasion de ce 50^e anniversaire, que ce soit sous forme de commentaires, de rétrospectives ou de récits biographiques, ainsi que de nombreuses caricatures parues dans les principaux médias allemands et français. Pour souligner l'importance de la coopération franco-allemande pour l'Europe toute entière, cette revue de presse réunit les principaux médias imprimés de sept pays européens partenaires. Vous pouvez commander cette collection sur notre site, moyennant une indemnité de 5 €.

Pour réaliser cette revue de presse, nous avons compilé plus de 650 articles traitant du cinquantenaire du traité de l'Élysée et publiés dans environ 600 éditions de 80 quotidiens et revues alle-

mands, français, belges, anglais, italiens, autrichiens, suisses, espagnols et polonais, parus pendant la période du 18 au 26 janvier 2013.

Nous remercions le *Deutsches Polen-Institut* pour son soutien dans la recherche de contenus. En soutenant ce projet, le ministère des Affaires étrangères allemand a rendu possible la production et la diffusion

de cette revue de presse.

Vous pouvez consulter les références des 677 articles documentés dans nos archives de presse sous la cote « WD 155 – Revue de presse 50 ans » et commander des copies des articles sous forme imprimée en cliquant sur le lien à la page de notre site dévolue à ce projet.

Vous trouverez le formulaire de commande de la revue de presse à l'adresse ► [ici](#).

Pour davantage d'informations, nous nous tenons naturellement à votre disposition au 0 71 41 / 93 03-34

► frankreich-bibliothek@dfi.de

Martin Villinger ► villinger@dfi.de

Une « salle de lecture en ligne » dédiée au jumelage entre les villes de Ludwigsburg et Montbéliard

Depuis 1950, les villes de Ludwigsburg et de Montbéliard, ancienne possession wurtembergeoise, sont jumelées. Tous les documents concernant ce jumelage sont conservés séparément par les archives des deux villes.

La « salle de lecture en ligne » offre désormais dans un espace virtuel un panorama général de ce partenariat, présentant côte à côte les matériaux français et allemands. Les documents d'archive des deux villes et de l'Institut Franco-Allemand tels que des discours, lettres, articles de presse et affiches sont disponibles ici dans une version numérique. Le quotidien allemand *Ludwigsburger Kreiszeitung* et les quotidiens français *L'Est Républicain* et *Le Pays* ont aimablement autorisé le site à disposer du texte intégral des articles qu'ils ont publiés. Outre une recherche simple permettant d'explorer tous les champs de la base de données, l'utilisateur a la possibilité d'effectuer une recherche avancée et une recherche intégrale. Par ailleurs, il est possible de naviguer en se fondant sur le type de documents recherché, sur leur *classification* ou encore sur leur



Le site web

chronologie. Ainsi, il est par exemple possible de rechercher toutes les lettres répertoriées dans la salle de lecture ou bien tout ce qui concerne la coopération décentralisée, ou encore tous les documents relatifs à telle décennie, voire à telle année en particulier. Cette offre bilingue s'adresse à toutes les personnes désireuses de s'intéresser de plus près aux origines et à l'évolution du plus ancien jumelage franco-allemand. Bien entendu, les documents proposés ici ne constituent qu'une sélection parmi l'ensemble des matériaux disponibles dans les archives. Pour une étude plus approfondie sur cette thématique, il demeure nécessaire de consulter les archives respectives des deux villes.

Il est également prévu que la « salle de lecture en ligne » recueille à l'avenir d'autres matériaux concernant le partenariat, afin d'accompagner l'évolution du jumelage. Par la suite, il sera aussi

possible et souhaitable d'intégrer des documents émanant par exemple d'associations ou de personnes privées. L'initiative de l'ouverture de la « salle de lecture en ligne » franco-allemande dédiée au jumelage entre Ludwigsburg et Montbéliard revient à l'Institut Franco-Allemand. La création de ce site résulte d'un projet commun des Archives municipales de Ludwigsburg et de Montbéliard et du dfi. On peut le consulter sur internet à l'adresse suivante :

► <http://ludwigsburg-montbeliard.bsz-bw.de/>.

Le site a été financé par la *Bürgerstiftung Ludwigsburg* et par la *Fondation Art, Culture et Formation de la Kreissparkasse Ludwigsburg* ; le *Bibliotheksservicezentrum du Bade-Württemberg* a développé pour son utilisation une interface multilingue de son logiciel SWBContent.

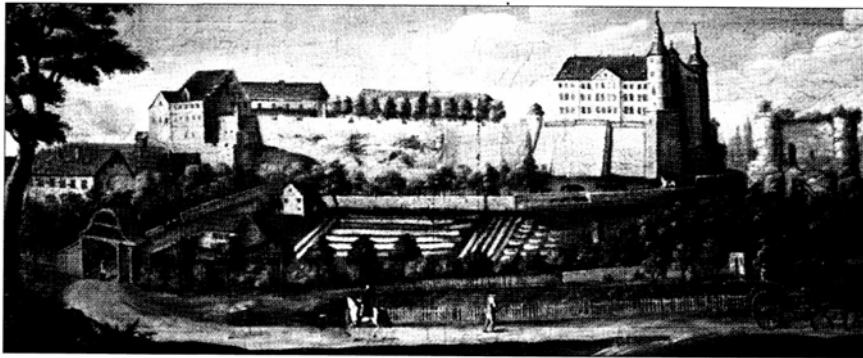
Martin Villinger ► villinger@dfi.de

Mömpelgard: Von einer Standesheirat zur Städtepartnerschaft

600 Jahre deutsch-französische Geschichte wird in einem neuen Buch präsentiert – Ludwigsburg als gutes Beispiel

(mol) – Wenn sich im kommenden Jahr die Städtepartnerschaft zwischen Mömpelgard/Montbéliard und Ludwigsburg zum 50. Mal jährt, hat die Stadt ein außergewöhnliches Buchpräsent aufzuweisen: Württemberg und Mömpelgard – 600 Jahre Begegnung.

Rechtzeitig zur Jahrtausendwende hat die Stadt Ludwigsburg eine bemerkenswerte Leistung vollbracht. Sie hat nämlich Anteil an der Entstehung eines 500seitigen Buches über die Geschichte des Herzogtums Württemberg und der Grafschaft Mömpelgard. Oberbürgermeister Dr. Christof Eichert, Kulturstadtleiter Dr. Eckhard Wulf und das Stadtarchiv haben weder Kosten noch Mühen gescheut, um die beiden Herausgeber, Professor Dr. Sönke Lorenz vom Tübinger Institut für Geschichtliche Landeskunde, und Dr. Peter Rückert vom Hauptstaatsarchiv in Stuttgart, zu unterstützen.



Ansicht des Mömpelgarder Schlosses im 18. Jahrhundert.

Bild: o. H.

Extrait de l'article consultable dans la salle de lecture « Montbéliard : d'un mariage politique à un jumelage de villes », paru le 28 avril 1999 dans le quotidien *Ludwigsburger Kreiszeitung* (LKZ). Le LKZ a gracieusement autorisé l'utilisation de cet article comme de tous ceux disponibles sur le site. Source : *Ludwigsburger Kreiszeitung*

Aktuelle Frankreich Analysen N° 27

« Frankreichs Weg aus der Krise – Strukturprobleme und Reformbaustellen »

(La voie française pour sortir de la crise – Problèmes structurels et réformes en chantier)

La France connaît actuellement une grave crise économique. Avant tout d'origine structurelle, elle s'exprime particulièrement au travers d'une baisse de la compétitivité et d'une dette publique considérable. Cette crise a nécessité un tournant politique que le président François Hollande a initié à l'été et à l'automne 2012 après des débuts hésitants. L'Afa N°27 décrit le déploiement d'un agenda de réformes étendu qui

comporte une série de chantiers difficiles et sources de conflits.

Vous pouvez ► commander l'Afa N°27 (en allemand) sur notre site. Prix : 8 €, frais de port en sus.

Henrik Uterwedde: *Frankreichs Weg aus der Krise. Strukturprobleme und Reformbaustellen*, Ed. : Institut Franco-Allemand : *Aktuelle Frankreich Analysen N° 27*, mars 2013, 15 pages.



Disparition : Gilbert Ziebura (1924 – 2013)

L'Institut Franco-Allemand regrette la disparition de Gilbert Ziebura, qui s'est éteint le 21 février dernier peu avant son 89^e anniversaire à Brunswick.

Né en 1924, Gilbert Ziebura a connu une enfance marquée par la dictature national-socialiste. Revenu gravement blessé de la Seconde Guerre mondiale, il commence ses études à Berlin. Ses choix professionnels sont alors influencés durablement par une série de rencontres dans les années d'après-guerre avec de jeunes Français et deux années d'études en France de 1950 à 1952. À compter de cette période, le jeune universitaire consacre la plupart de ses travaux de recherche à la France et aux relations franco-allemandes, en s'intéressant plus particulièrement aux facteurs déterminants des politiques extérieures de même qu'aux interactions à l'œuvre entre internationalisation, puis mondialisation, mutations sociales intérieures et évolution des relations internationales. De 1954 à 1974 (à partir de 1964 comme professeur des universités), il exerce à l'Université Libre de Berlin, avant de poursuivre son chemin vers les universités de Constance (1974 – 1978) et de Brunswick (1978 – 1992).

« Cercle d'études en sciences sociales sur la France »

Gilbert Ziebura peut être considéré comme le fondateur de la recherche en sciences sociales sur la France. Dans ce contexte, une étroite coopération s'engage à partir des années 1970 avec l'Institut Franco-Allemand. C'est ainsi qu'en 1972, Gilbert Ziebura encourage, soutient et accompagne la transformation de l'Institut introduite par le directeur de l'époque, Robert Picht, souhaitant faire du dfi un centre de recherche et de documentation en sciences sociales.

Il est également le moteur d'une initiative commune de chercheurs en sciences humaines et sociales et de l'Institut visant à créer une plate-forme commune pour les enseignants et les chercheurs consacrant leurs travaux aux recherches sur la France, et qui se trouvent souvent isolés au sein de leurs universités.



Gilbert Ziebura, 1924 – 2013. Source : privée

De cette plate-forme sont nés : en 1985, les rencontres informelles du Cercle d'études en sciences sociales sur la France (*Arbeitskreis sozialwissenschaftliche Frankreichforschung*), basées au dfi ; depuis 1985, une conférence annuelle interdisciplinaire organisée à Ludwigsburg, mais aussi, depuis 1988, le *Frankreich Jahrbuch*, dont la parution est annuelle. Au cours de la période de lancement de ces projets, c'est Gilbert Ziebura qui a su donner les impulsions décisives sur le contenu : la démarche pluridisciplinaire, l'approche comparative, qui voit la France (et l'Allemagne) comme élément d'un édifice européen transcendant, et par conséquent le rejet de toute vision essentialiste.

Professeur d'université et empathie critique

Dans le cadre de ces activités, Gilbert Ziebura a conservé la méthode qui caractérisait déjà le professeur d'université : avec sa démarche axée sur une analyse critique de la société et son regard analytique lucide sur les relations franco-allemandes, il a marqué toute une génération de jeunes étudiants, doctorants et chercheurs et leur a ouvert de nouvelles pistes d'études sur la France et les rapports bilatéraux. Très vite, il s'est intéressé à l'internationalisation, plus tard la mondialisation, pour étudier leur interaction avec les évolutions politiques, économiques et

sociales à l'œuvre en Europe et dans les États-nations.

Dans son ouvrage écrit en 1970, *Die deutsch-französischen Beziehungen – Mythen und Realitäten* (une deuxième édition est paru en 1997 ; la traduction française n'a vu le jour qu'en 2012 sous le titre *Les relations franco-allemandes dans une Europe divisée – Mythes et Réalités*),

Gilbert Ziebura s'engage dans une approche analytique de ces relations toute à fait nouvelle pour l'époque. La démarche du chercheur, souhaitant ne pas en rester aux « phénomènes de surface » mais plutôt étudier les « rapports de force et collisions d'intérêts réels qui se cachent toujours, dans la politique internationale, derrière les intentions les plus louables », a été le point de départ de nombreux travaux ultérieurs. Ses remarques critiques et souvent à propos suscitaient régulièrement des protestations dans l'auditoire, mais elles étaient toujours mues par un besoin de comprendre et un engagement clairement en faveur du rôle constructif de la France et de l'Allemagne en Europe. À travers ces débats, Gilbert Ziebura suivait toujours un même fil, ambition qu'il avait formulée dans l'avant-propos de son ouvrage en 1970 et qui n'a en rien perdu de son actualité : savoir « dans quelle mesure la France et la République fédérale d'Allemagne, au-delà de la résolution de problèmes bilatéraux immédiats, ont contribué ou sont disposées à contribuer encore à la création d'un ordre en Europe, qui renforce la paix, la sécurité et la justice à un degré supérieur qu'il y a 25 ans et encore très largement aujourd'hui. »

Cette empathie critique a marqué la vie et l'œuvre de Gilbert Ziebura et caractérisait également ses relations avec ses collègues, étudiants et partenaires. Ses analyses exposées avec tempérament et acuité dans un langage baroque suscitaient des réactions vives dans l'auditoire et permettaient de faire avancer les débats. Le dfi se rappellera les années de coopération avec Gilbert Ziebura comme un enrichissement. Ses suggestions et ses impulsions critiques nous manqueront mais elles perdurent dans les travaux et projets actuels de l'Institut.

Henrik Uterwedde ► uterwedde@dfi.de

Disparition : Stéphane Hessel (1917 – 2013)

« Quand je serai mort, cessez de me pleurer... » – Arrêté à Paris par la Gestapo en 1944, tout juste âgé de 26 ans, Stéphane Hessel griffonne ces vers de William Shakespeare sur un papier. Convaincu de son exécution imminente, il cherche refuge dans la poésie, remède auquel il recourra souvent au cours d'une vie étonnamment riche en expériences extrêmes.

Né à Berlin en 1917, Stéphane Hessel débarque à Paris en 1924 avec ses parents qui vivent une liaison à trois entre les deux capitales dans la bohème des années 1920. Une histoire portée à l'écran plus tard par François Truffaut dans son film *Jules et Jim*, l'histoire vraie d'une amitié franco-allemande entre Henri-Pierre Roché, dont le roman autobiographique a servi de point de départ au film, et le père de Stéphane Hessel, Franz, ami de Walter Benjamin et connu pour sa traduction de Proust en allemand. Tous deux amoureux de la même femme, Helen Grund, mère de Stéphane et journaliste de mode, ils choisissent dans un premier temps de faire ménage à trois entre Berlin et Paris.

Naturalisé français en 1937, Stéphane Hessel est reçu la même année à l'*École Nationale Supérieure*. Après la débâcle de 1940, l'officier français est fait prisonnier de guerre. Il réussit à s'échapper et rejoint le général de Gaulle à Londres en 1941. Chargé de l'élaboration d'un réseau de renseignement en France, Stéphane Hessel est dénoncé sous la torture par des compagnons de lutte puis arrêté par la Gestapo. Soumis à la torture, il parle à son tour, comme il le racontera plus tard dans l'un de ses textes autobiographiques les plus poignants.

Dans le camp de concentration de Buchenwald, en 1944, la direction attend déjà l'ordre d'exécution du groupe d'officiers alliés autour de Stéphane Hessel. Parmi les 37 prisonniers condamnés à mort avec lui, seuls six survivent aux camps. Avec la complicité des kapo Eugen Kogon et Arthur Dietzsch, qui font rédiger un acte de décès au nom de Hessel pour un prisonnier mort du typhus, Stéphane Hessel change d'identité pour prendre celle du défunt, Michel Boitel. Par la suite, Jorge Semprún, lui-même emprisonné à Buchenwald, immortalisera cette histoire en en faisant la matière littéraire de son roman *Le Mort qu'il faut*.

Comme nombre de survivants, Stéphane Hessel est poursuivi jusqu'à un âge avancé par des cauchemars le confrontant avec son expérience des camps de concentration. Son « antidote » : se rappeler ses compagnons de lutte et les autres prisonniers – pour oublier les auteurs des crimes. Pour Stéphane Hessel, le temps passé à Buchenwald a été, bien qu'involontaire-



Stéphane Hessel, Source : Rama, Wikimedia

ment, la continuation de la vie d'un Européen. Selon lui, c'est la solidarité existant entre ces prisonniers venus de l'Europe toute entière qui lui a permis de survivre, et c'est la « fraternité » dont les Européens ont fait preuve dans un tel contexte qui a posé la première pierre de son engagement futur.

Après la guerre, Stéphane Hessel entame une carrière de diplomate et, jeune homme encore, il participe en 1948 à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Tout au long de sa carrière, il milite en faveur d'une pacification des relations internationales, prenant toujours comme point de départ et référence la re-

connaissance de la dignité de chaque Homme. Les outils qu'il propose pour la réalisation d'un tel projet sont une réglementation multilatérale de la paix et l'institutionnalisation du droit internationale, garantie par les organisations internationales. Même si quelques vies supplémentaires n'auraient pas été de trop pour gagner un tel combat, l'engagement de Stéphane Hessel confinait à la révolte joyeuse et cet esprit l'a accompagné toute sa vie, même dans les situations apparemment sans issue. Élevé à la dignité d'ambassadeur de France par François Mitterrand, le diplomate à la retraite prend des libertés à l'égard du protocole et choisit de militer en faveur de diverses causes lui tenant à cœur. Parmi celles-ci, sa lutte en faveur des exclus et des sans-papiers et son engagement contre les injustices de toute sorte sont récurrents. C'est ainsi qu'il se fait connaître en 1996/97 comme porte-parole du groupe d'immigrés occupant l'église Saint-Bernard à Paris pour protester contre le pouvoir arbitraire des autorités et des conditions de vie inacceptables. Quant à son engagement répété pour les populations des territoires palestiniens, il lui apporte certes la sympathie de la Gauche française mais beaucoup de critiques par ailleurs. À ce sujet, son argument principal est que l'État d'Israël plus que tout autre, a la responsabilité morale et l'obligation historique de respecter et de protéger la dignité et les droits de chacun.

Indigné et engagé

Produit d'une vie entière consacrée à la lutte contre l'injustice, le petit manifeste paru sous le titre *Indignez-vous* apporte une gloire tardive à Stéphane Hessel. Depuis octobre 2010, ce texte a été vendu à plus de quatre millions d'exemplaires dans le monde entier et son auteur est devenu la figure de proue du mouvement de contestation mondial des « Indignés », qui se révolte contre les suites sociales et économiques de la crise de l'endettement. Malgré toutes les critiques qu'il a dû parfois essuyer, Stéphane Hessel n'apparaissait jamais aigri ou fanatique – au contraire, c'est une amabilité parfaitement maîtrisée que l'on gardera en mémoire. Lui-même raconta un jour que sa mère lui avait appris que « pour rendre les autres heureux, il fallait d'abord être heureux soi-même ». Telle était sa philosophie, parfaitement fidèle à l'esprit du sonnet LXXI de William Shakespeare, « Quand je serai mort, cessez de me pleurer... »

Authentique ami de l'Homme, Stéphane Hessel s'est éteint dans la nuit du 26 au 27 février dans son appartement parisien.

Stefan Seidendorf ● seidendorf@dfi.de

Sonnet LXXI

*No longer mourn for me when I am dead
Than you shall hear the surly sullen bell
Give warning to the world that I am fled*

*From this vile world with vilest worms to dwell:
Nay, if you read this line, remember not
The hand that writ it, for I love you so, That I in your
sweet thoughts would be forgot,
If thinking on me then should make you woe.*

*O! if, I say, you look upon this verse,
When I perhaps compounded am with clay,
Do not so much as my poor name rehearse;
But let your love even with my life decay;
Lest the wise world should look into your moan,
And mock you with me after I am gone.*

(William Shakespeare)

*Quand je serai mort, cessez de me pleurer
aussitôt que le glas sinistre aura averti le monde
que je me suis enfui de ce vil monde
pour demeurer avec les vers les plus vils.*

Les journaux de rue *Trott-war* et *Macadam* : Une coopération originale

Parmi les nombreuses manifestations et initiatives qui ont vu le jour durant l'année franco-allemande 2012 / 2013, un projet insolite mérite de retenir l'attention.

Ces derniers mois, les journaux de rue *Trott-war* (tiré à 20 000 – 30 000 exemplaires et diffusé dans le nord du Bade-Wurtemberg) et *Macadam* (8 000 exemplaires diffusés à Paris) ont conçu et édité un numéro hors-série commun, avec pour fil directeur le thème du « regard croisé ». Des auteurs allemands ont enquêté à Paris afin de réaliser des reportages et des portraits, tandis que leurs collègues français ont rendu compte de leurs impressions de Stuttgart.

Le résultat a pris la forme d'une édition spéciale de 64 pages, détaillée, entièrement bilingue, qui, sous le titre « *Découvertes / Entdeckungen* », propose une multitude d'informations passionnantes sur la réalité sociale du pays voisin. On y trouve ainsi par exemple des portraits sensibles de personnes qui vivent dans la précarité, des reportages sur les graffitis à Paris, sur le mouvement de protestation contre Stuttgart 21, ou encore sur des projets sociaux d'expositions ou de théâtre. Le journal comporte également une des dernières interviews accordées par Stéphane Hessel peu avant sa disparition.



Cette coopération originale est le fruit du travail de nombreux acteurs : ont participé au projet, outre les membres des deux rédactions, les journalistes Rainer Nübel et Nadya Charvet, qui ont assuré la coordination du projet, ainsi que de jeunes journalistes, que ce travail a contribué à sensibiliser à des thèmes sociaux. Les vendeurs colporteurs ont également pris part à cette action en se rendant dans la ville de l'autre pays pour y proposer leur numéro hors-série. La Fondation Robert Bosch (Stuttgart) et l'Institut Français à

Numéro hors-série de *Trott-war* – *Macadam*

Stuttgart ont soutenu ce projet ; le dfi s'y est également associé. Selon les initiateurs de cette action, ce journal commun pourrait constituer l'amorce d'autres projets de coopération durables entre journalistes des deux pays.

Rainer Nübel définit ce numéro hors-série franco-allemand comme « une expérience qui demande du courage : celui de dépeindre des réalités qui ne correspondent pas à tout prix aux clichés miroitants – et en même temps d'ébaucher un autre monde, plus humain ». En ce sens, *Trott-war* et *Macadam* représentent un symbole à la fois original et prometteur. De telles initiatives venues « d'en bas », de la société civile, constituent de précieuses contributions à la vitalité des rapports franco-allemands, dont le caractère particulier réside encore et toujours dans l'« infrastructure humaine » à la fois unique et multiple des relations (Alfred Grosser).

Henrik Uterwedde ► uterwedde@dfi.de

Plus d'informations :

► www.macadamjournal.com

► www.trott-war.de

L'identité européenne – une illusion ?

Une coopération entre le *Ludwigsburger Schlossfestspiele* et l'hebdomadaire *DIE ZEIT*

Le modèle d'une Europe des régions repose sur l'idée selon laquelle un sentiment d'appartenance à l'Europe ne peut se développer que sur la base d'une diversité régionale. Cependant, avec la mondialisation croissante, à l'œuvre à travers les flux financiers à l'échelle mondiale et le commerce international, cette vision est de plus en plus reléguée au second plan. Notre quotidien est déterminé par une technologie unique, une langue unique, une culture

unique, si bien que nous ne cessons de nous éloigner des spécificités régionales. Au regard de la mise en réseau à l'échelle globale, l'idée de l'Europe est-elle depuis longtemps dépassée ? Josef Joffe, éditeur de l'hebdomadaire



Salle d'apparat (Ordenssaal) du Palais de Ludwigsburg. Source : Reiner Pfisterer

DIE ZEIT, débat avec des spécialistes pour savoir de quoi peut naître, dans notre monde actuel, une identité européenne. Le *Ludwigsburger Schlossfestspiele*, avec son programme marqué par la diversité européenne, apporte déjà en soi une réponse.

Dimanche 9 juin, 11h, Ordenssaal, Residenzschloss Ludwigsburg, billets à 15 euros.

Plus d'informations ► http://www.schlossfestspiele.de/de/veranstaltungen/zeit_forum_politik.htm/date_id:370

Agenda

Du 16 au 17 mai

XV^e Dialogue Franco-Allemand à Otzenhausen (Sarre) sur « Une Europe fédérale ? Solidarité, subsidiarité, démocratie »

Du 2 au 7 juin

Voyage d'information pour journalistes français de haut niveau à l'occasion des élections au Bundestag, Berlin

Du 13 au 15 juin

Colloque du projet Wertewelten au sujet des « frontières », Tübingen

Du 27 au 29 juin

XXIX^e Conférence annuelle du dfi sur : « La France en 2013 : analyse de l'actualité sociale, politique et économique »

Du 30 juin au 7 juillet

Séminaire pour jeunes journalistes français en formation, Berlin

Ateliers de recherche sur le thème « Maghreb »

Le Printemps arabe et les mutations qui en résultent au niveau socio-politique et juridique ont conduit la Fondation Robert Bosch et l'Université franco-allemande à soutenir ensemble un projet d'ateliers de recherche.

Depuis de nombreuses années déjà, l'UFA soutient la mise en place d'ateliers de recherche binationaux franco-allemands et de plusieurs ateliers trinationaux. Jusqu'ici, ceux-ci réunissaient surtout des participants venant d'établissements d'enseignement supérieur partenaires européens de l'UFA. Pour la première fois en 2013, des établissements d'Afrique du Nord seront intégrés à ces projets de recherche.

Cette année, l'UFA et la Fondation Robert Bosch soutiennent une série de quatre ateliers de recherche divisés en plusieurs parties sur le



*Atelier de recherche « Politiques publiques dans une approche comparative », mars 2013, Spire.
Source : DFH*

thème « Maghreb – Politiques publiques dans une approche comparative ». Ces manifesta-



tions seront proposées sous le label « semaine franco-allemande de la science et des alumni », initié par l'ambassade d'Allemagne à Paris. Des

politologues et professeurs de droit de France, d'Allemagne et du Maghreb, ainsi que de futurs cadres dirigeants se sont penchés depuis la France, l'Allemagne, et la Tunisie sur le contexte politique et juridique des révolutions arabes et les bouleversements sociétaux liés en Afrique du Nord.

Ces ateliers ont lieu à Hildesheim, Marseille, Spire, Strasbourg, Potsdam, Paris, Berlin et Aix-en-Provence de janvier à octobre 2013.

« Der Europäische Landbote » de Robert Menasse Réflexions sur une Europe qui prend ses distances avec les États nationaux

Dans son livre sur le messager européen, Robert Menasse évoque la colère et le malaise des citoyens envers une Europe qui se substitue peu à peu à la vision ancienne « d'une association libre de citoyens libres, dont les institutions supranationales défendent leurs libertés et garantissent la paix ». Il fait état du « déficit en matière de démocratie » de l'Union européenne (UE), qui selon lui apparaît toujours lorsque l'Europe se développe dans une direction supranationale, « post-nationale ». Sa thèse à ce sujet est la suivante : « La démocratie nationale bloque le développement post-national, et le développement post-national détruit la démocratie. »

De manière pertinente et documentée, Menasse passe en revue les grands objectifs de l'Union européenne, met en lumière les dangers éventuels et conclut par cette question : « Qui veut de cette démocratie [nationale] ? De cette exacerbation des sentiments nationaux, pour laquelle justement ceux-là mêmes dont la colère nationale a été attisée doivent payer ? »

Menasse se demande dans quelle mesure il pourrait y avoir « des intérêts nationaux justifiés », qu'une seule nation pourrait revendiquer à juste titre, et il laisse cette question ouverte. Il évoque un débat qui perçoit les faits européens comme « menaçants ou scandaleux » mais qui considère que les processus équivalents qui ont cours au niveau national vont de soi. « La manie de la régulation » et « la dictature des fonctionnaires » sont des formules employées, selon ses observations, uniquement

pour ce qui se passe à Bruxelles. L'enquête de l'eurobaromètre qu'il cite montre que plus de 70 % des personnes interrogées ont une opinion « très négative » ou « plutôt négative » des fonctionnaires européens. L'on pourrait interpréter cela comme le fait que l'on ne considère plus les institutions de l'UE comme une chance offerte d'échapper à un cadre national trop étroit, mais qu'on les ressent bien plus comme une menace pour les « identités nationales ».

Menasse juge la crise actuelle de l'Union européenne non pas comme une crise financière, mais davantage comme une crise politique résultant « de la contradiction sans issue à l'œuvre dans le système politico-institutionnel de l'UE ». Selon lui, loin de représenter une opportunité à saisir, elle est bien au contraire une contrainte visant à obtenir de force « les solutions politiques et les réformes de la Constitution européenne qui n'étaient auparavant pas possibles en raison du particularisme que représente l'État national ».

Les préceptes qui importent aux yeux de Menasse posent l'Europe comme un tout. Il recherche des formes de légitimation démocratique qui « ne soient pas couplées à l'idée de l'État national ». Au contraire, Menasse veut « inventer une nouvelle démocratie », aspirant à « s'élargir par les négociations, à s'entendre sur des valeurs communes, à s'unir autour d'un projet de paix, à dissoudre les nations et à instaurer une société post-nationale ». « Le Messager européen » de Robert Menasse expose en 110 pages un modèle théorique post-natio-

nal, européen, qui ne convaincra pas tout le monde. Malgré tout, Menasse parvient à élaborer une position qui va à l'encontre de la rhétorique courante. Un ouvrage exigeant, convaincant en soi et très agréable à lire.

Brigitte Veit • veit@dfi.de



Der Europäische Landbote : Die Wut der Bürger und der Friede Europas, Paul Zsolnay Verlag, Wien, 2012.

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Straße 34
D-71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0)7141 93 03 0
Fax +49 (0)7141 93 03 50

• www.dfi.de

• info@dfi.de

Rédaction : Waltraut Kruse

Traduction : Clémentine Chaigneau, Céline

Choppin, Marion Schönerstedt-Roussel

Directeur de la publication : Prof. Dr. Frank Baasner